



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Une agriculture en déclin démographique dans un monde rural en croissance

Joseph Klatzmann

Citer ce document / Cite this document :

Klatzmann Joseph. Une agriculture en déclin démographique dans un monde rural en croissance. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 10-13;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4174>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4174

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

A la surprise générale, la population rurale a cessé de diminuer en France, puis a augmenté. Ce phénomène pose certes des problèmes d'interprétation statistique, mais sa réalité ne peut être mise en doute. Toutefois, l'évolution est très différente dans les régions rurales proches des villes, où la population augmente rapidement, et dans le "rural profond", dont une partie est encore en déclin démographique. Ce renouveau rural s'explique par les aspirations de beaucoup de Français à vivre dans un cadre naturel - aspirations qui peuvent être satisfaites plus facilement aujourd'hui, notamment par l'accès aisé aux villes petites et moyennes qui offrent à la fois emplois et services indispensables. La population agricole, en diminution constante, constitue une part rapidement décroissante de la population rurale, ce qui contribue à réduire son influence. Mais les conflits d'intérêts qui naissent doivent pouvoir être résolus.

Abstract

Surprisingly, the reduction of the rural population in France has stopped, and this population is now increasing. Although there are some problems of interpretation of statistical data, the reality of the phenomenon is certain. But the evolution is different in the rural regions situated near small and middle size towns, where population grows rapidly, and in more isolated rural communities, where population still decreases in many cases. This demographic renewal of rural areas is due to the possibility for many people to combine living in a natural environment and finding jobs and services in the nearby towns. As a consequence of its constant reduction, the agricultural population represents a rapidly diminishing proportion of the rural population, and its influence is decreasing. But there are ways to solve the conflicts between the different parts of the rural world.

UNE AGRICULTURE EN DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE DANS UN MONDE RURAL EN CROISSANCE

Joseph KLATZMANN*

Résumé :

A la surprise générale, la population rurale a cessé de diminuer en France, puis a augmenté. Ce phénomène pose certes des problèmes d'interprétation statistique, mais sa réalité ne peut être mise en doute. Toutefois, l'évolution est très différente dans les régions rurales proches des villes, où la population augmente rapidement, et dans le "rural profond", dont une partie est encore en déclin démographique. Ce renouveau rural s'explique par les aspirations de beaucoup de Français à vivre dans un cadre naturel - aspirations qui peuvent être satisfaites plus facilement aujourd'hui, notamment par l'accès aisé aux villes petites et moyennes qui offrent à la fois emplois et services indispensables. La population agricole, en diminution constante, constitue une part rapidement décroissante de la population rurale, ce qui contribue à réduire son influence. Mais les conflits d'intérêts qui naissent doivent pouvoir être résolus.

DECREASING AGRICULTURAL POPULATION IN A RURAL WORLD WHICH POPULATION GROWS

Summary :

Surprisingly, the reduction of the rural population in France has stopped, and this population is now increasing. Although there are some problems of interpretation of statistical data, the reality of the phenomenon is certain. But the evolution is different in the rural regions situated near small and middle size towns, where population grows rapidly, and in more isolated rural communities, where population still decreases in many cases. This demographic renewal of rural areas is due to the possibility for many people to combine living in a natural environment and finding jobs and services in the nearby towns. As a consequence of its constant reduction, the agricultural population represents a rapidly diminishing proportion of the rural population, and its influence is decreasing. But there are ways to solve the conflicts between the different parts of the rural world.

UNE ÉVOLUTION INATTENDUE

Les prévisions d'il y a vingt ou trente ans

Il est toujours tentant, pour prévoir l'avenir, de prolonger les courbes du passé, ce qui revient à admettre, explicitement ou implicitement, que les facteurs qui ont manifesté leur influence continueront à le faire dans le futur et ne seront pas contrecarrés par l'action de facteurs nouveaux. Cela n'est pas toujours faux : la rapidité du progrès technique dans l'agriculture et la faible augmentation de la demande alimentaire dans les pays riches continuent à provoquer une diminution de la population active agricole. Mais il n'en a pas été de même pour l'évolution de la population rurale.

Si mes souvenirs sont exacts, c'est bien avant la publication par la DATAR du « Scénario de l'inacceptable », en 1971, que certains spécialistes prévoyaient déjà 15 % seulement de ruraux en l'an 2000, ou même avant. A l'époque où ces prévisions étaient faites, les campagnes se dépeuplaient et le principal flux migratoire était en direction de la région parisienne (qui devait atteindre, pensait-on, jusqu'à 14 millions d'habitants). Il était tout naturel d'envisager la prolongation de ces tendances.

LA SURPRISE DE 1975

L'évolution de la population française n'est bien connue que lors des recensements généraux. La bombe du recensement de 1962 avait été la révélation de la très forte

* Professeur à l'INA-PG

diminution de la population active agricole depuis 1954 (3,5 % par an, phénomène d'une ampleur que personne ne soupçonnait). Celle de 1975 a été aussi impressionnante. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, la population rurale avait, entre 1968 et 1975, cessé de diminuer - malgré le déclin continu de la population agricole. Elle était restée voisine de 14,2 millions de personnes. En fait, la surprise n'a pas dû être totale pour tout le monde, car l'infléchissement de l'évolution de la population rurale avait déjà été observé dans d'autres pays, notamment aux Etats-Unis. On pouvait donc penser que les mêmes facteurs finiraient par jouer en France aussi. Mais il est facile de dire cela après coup. Je me souviens très bien que, pour ma part, la stabilisation de la population rurale française a été une surprise totale et je n'ai sûrement pas été le seul dans ce cas.

ATTENTION AUX STATISTIQUES

Ceux qui me connaissent comprendront que je ne puis continuer cet exposé sans me livrer à une critique sévère des données statistiques relatives à la population rurale. Et je suis sûr de vous convaincre que mes critiques sont justifiées.

Stabilisation ou diminution plus lente ?

Je vais d'abord vous raconter comment je me suis laissé prendre moi-même. J'ai publié, dans mon livre sur l'agriculture française paru en 1978, un petit tableau montrant l'évolution de la population rurale en France, avec la remarquable stabilisation observée entre 1968 et 1975. J'avais trouvé le chiffre de 1968 rappelé dans la publication qui donnait les résultats du recensement de 1975. Et voilà qu'un jour je tombe par hasard sur le volume publié après le recensement de 1968 et j'y découvre que la France comptait, à l'époque, 14,9 millions de ruraux, et non 14,2 millions. Alors, stabilisation ou diminution de 0,7 million ?

L'explication était pour moi évidente, mais elle s'est révélée fautive. J'étais persuadé qu'entre les deux recensements la définition de la population rurale avait été modifiée et que le résultat de 1968 avait été corrigé pour être rendu comparable à celui de 1975. J'ai tout de même pris la précaution de me renseigner auprès de l'INSEE, où l'on m'a assuré qu'il n'y avait eu aucun changement de définition de la population rurale. Cette fois, je n'y comprenais plus rien. J'ai tout de même réussi, non sans mal, à trouver l'explication. Entre deux recensements, certaines communes rurales deviennent urbaines (l'évolution inverse est beaucoup plus rare). Pour comparer la population rurale de 1975 à celle de 1968, l'INSEE avait donc pris en compte les communes rurales de 1968 qui étaient demeurées rurales en 1975. La population totale de ces communes n'avait pas varié, tandis que d'autres communes rurales, peuplées de 0,7 million d'habitants en 1968, étaient devenues urbaines d'un recensement à l'autre.

Qu'est-ce qui est vrai ? La population rurale a-t-elle diminué entre les deux recensements ou est-elle restée stable ? Il n'y a pas de réponse à cette question. Chaque comparaison de chiffres a sa signification propre. En toute logique, il faudrait donner les deux réponses : la population rurale a diminué entre 1968 et 1975, mais celle des communes qui sont demeurées rurales en 1975 n'a pas varié. Par contre, ce qu'on peut reprocher à l'INSEE, c'est de n'avoir donné, dans la présentation des résultats du

recensement de 1975, aucune explication qui aurait permis aux lecteurs de comprendre la signification exacte de la stabilisation apparente de la population rurale.

Quand une augmentation devient une diminution statistique

L'expression « En toute logique » d'une phrase précédente peut être contestée, car nous sommes ici dans le règne de l'illogique. Qu'est-ce qu'une commune rurale ? D'après l'INSEE, une commune de moins de 2 000 habitants agglomérés au chef-lieu et qui ne se trouve pas à l'intérieur d'une « unité urbaine ». Imaginons maintenant une commune rurale comptant 1 950 habitants agglomérés au chef-lieu. Si elle est accueillante, si elle offre suffisamment de services, elle va peut-être attirer du monde et passer, par exemple, à 2 050 habitants au chef-lieu. Elle ne va pas, pour autant, perdre son caractère rural. Le phénomène observé est donc une augmentation de population rurale. Mais cette commune va maintenant être classée urbaine et une augmentation modérée de la population rurale apparaîtra, dans les statistiques, comme une diminution de population rurale égale à la population totale de la commune considérée (population au chef-lieu et population des écarts).

Ne concluez surtout pas de ce que je viens de dire que je critique la définition des communes rurales par l'INSEE. Le problème est en effet, par nature, insoluble et je serais incapable de proposer quelque chose de mieux. Il faut bien définir des frontières et la distinction entre commune rurale et commune urbaine (comme la distinction entre cadre supérieur et cadre moyen) n'a pas la clarté de la distinction entre les sexes.

Les données globales ne suffisent pas

Même si l'on considère que la population rurale s'est stabilisée entre 1968 et 1975, il n'y a pas lieu de se féliciter sans réserve de cette évolution, car lorsqu'on entre dans le détail, les choses paraissent moins brillantes.

Tout d'abord, si la population des communes rurales proches des agglomérations (situées dans une ZPIU - zone de peuplement industriel ou urbain) a augmenté entre 1968 et 1975, celle du « rural profond » a continué de diminuer. La population rurale, déjà vieille (d'où l'accroissement naturel nul) a encore vieilli. Si la balance migratoire a été nulle entre les deux recensements, c'est parce que l'émigration des jeunes a été compensée par le retour à la campagne de citadins âgés : les retraités sont revenus au village. Il faut toutefois souligner, malgré les réserves qu'appelle l'interprétation des données statistiques et les aspects négatifs qui viennent d'être mentionnés, que le changement de tendance dans l'évolution de la population rurale est indiscutable : il y a bien eu, entre 1968 et 1975, un infléchissement de l'évolution antérieure.

1982 : LE MOUVEMENT S'EST ACCÉLÉRÉ

On attendait avec impatience les résultats du recensement de la population de 1982 : allaient-ils confirmer le changement de tendance observé en 1975, ou bien montrer au contraire que l'évolution observée entre les deux recensements précédents n'était qu'un accident ?

Cette fois, l'INSEE a présenté les résultats d'une façon claire, ne permettant aucune erreur d'interprétation. Et la conclusion était très nette : le mouvement observé entre 1968 et 1975 était non seulement confirmé, mais large-

ment amplifié. En ce qui concerne le nombre total de ruraux, la diminution de 0,7 million entre 1968 et 1975 a fait place à une augmentation de 0,2 million entre 1975 et 1982 (14,45 millions au lieu de 14,25). La proportion de ruraux dans la population française n'a pratiquement pas varié (26,7 % au lieu de 27,1), alors qu'elle était tombée de 30 à 27 % entre 1968 et 1975.

Si l'on considère maintenant les communes rurales de 1975 demeurées rurales en 1982 (ce qu'on appelle la « délimitation 1982 »), les résultats sont les suivants. La population des communes rurales a augmenté nettement plus que celle des communes urbaines : 0,85 % par an contre 0,30 %. La progression a été impressionnante dans les communes rurales situées en ZPIU : +1,6 % par an ! Quant à ce qu'on peut appeler le « rural profond », sa population a pratiquement cessé de diminuer. Pour tous ceux qui se préoccupent de l'avenir du monde rural en France, il s'agit là d'une évolution très positive, dont on ne peut que souhaiter l'amplification - à condition que cette amplification concerne surtout le rural profond. En effet, une partie des communes rurales en ZPIU finiront par être absorbées par les agglomérations voisines ; on peut donc parler, pour ces communes, d'un « rural provisoire ».

Si l'on analyse les résultats du recensement de 1982 selon la taille des communes, les tendances sont très nettes : entre 1975 et 1982, l'évolution de la population des communes rurales a été d'autant plus favorable qu'il s'agissait de communes importantes. La population a diminué dans les communes de moins de 500 habitants et le taux de diminution a été d'autant plus élevé que la commune était petite. Au-dessus de 500 habitants, la population a augmenté de plus en plus rapidement au fur et à mesure que l'on passait d'une catégorie à la catégorie supérieure : ce sont les communes rurales de plus de 2 000 habitants qui ont vu leur population augmenter le plus. L'évolution a été la même pour les petites communes urbaines, jusqu'à 5 000 habitants, puis la tendance s'est infléchie (augmentation de plus en plus faible, jusqu'à une diminution pour les communes les plus peuplées). Mais ici aussi se pose un problème d'interprétation : la classification des communes rurales en « situées en ZPIU » et « hors ZPIU » et la classification selon la taille ne sont sans doute pas indépendantes : les plus petites communes rurales se trouvent plutôt dans le rural profond et les plus grandes dans ce j'ai appelé plus haut le « rural provisoire ».

1990 : retour vers la ville ?

Il est regrettable que l'on ne dispose pas encore, aujourd'hui, des premiers résultats du recensement général de la population de 1990. Il y a quelques années, il était tout naturel de prévoir une amplification du mouvement observé entre 1975 et 1982. Mais il ne faut jamais succomber à la tentation de prolonger les tendances antérieures. Ne répétons pas l'erreur de ceux qui avaient prédit 15 % de ruraux en France en 1985. Si certains facteurs ont pu modifier le cours de l'évolution il y a une vingtaine d'années, qui nous prouve que des facteurs nouveaux n'ont pas agi en sens inverse dans la période récente ? Il vaut donc mieux être prudent et attendre.

La prudence est d'autant plus justifiée qu'on entend parler, aujourd'hui, d'un retour vers la ville. Cela n'est pour le moment qu'une opinion. Mais le fait même que

cette opinion soit exprimée est un argument de plus pour ne pas se risquer à une prévision qui pourrait être rapidement démentie par les faits. Je préfère donc vous décevoir en me contentant de dire : attendons les résultats du recensement de 1990. Mais je ne vais pas totalement résister à la tentation de dire quand même quelque chose : si retour vers la ville il y a, il ne s'agit sans doute que d'un mouvement timide, de sorte que la population rurale a continué d'augmenter entre 1982 et 1990. Tant pis pour moi si les faits montrent, dans peu de temps, que je me suis trompé. Il fallait être prudent jusqu'au bout.

CAUSES ET CONSÉQUENCES DU RENOUVEAU RURAL

Puisque l'accroissement de la population rurale est un phénomène indiscutable, il faut essayer d'en comprendre les raisons. Plus important encore est d'en constater et prévoir les conséquences, en particulier pour le monde agricole.

Le retour à la campagne pourquoi ?

C'est le R.P. Henri de Farcy qui avait fait connaître aux économistes ruraux (ici le mot « rural » au lieu d'« agricole » est justifié) les résultats d'une enquête qui montrait que beaucoup de Français aspiraient à vivre à la campagne, ou dans de petites villes. Ceux qui vivaient en ville contrairement à leurs vœux représentaient plus du quart de la population du pays.

Il est facile de comprendre aussi bien les comportements réels que les aspirations. L'idéal de la plupart des gens est d'habiter une maison individuelle, dans un cadre de verdure, à proximité du lieu de travail, et en bénéficiant de tous les services courants. Comme ces exigences sont généralement incompatibles entre elles, beaucoup de Français se résignent à habiter en ville, et même dans une grande ville, où l'on trouve tout sur place - commerçants, écoles, lycées, universités, médecins spécialistes, hôpitaux, etc. Mais les choses ont changé avec le temps. L'aspiration à un meilleur cadre de vie s'est renforcée et a d'abord dirigé certains vers les villes moyennes où l'on peut concilier, au moins partiellement, environnement souvent agréable, emploi et fourniture des services essentiels.

Puis les services se sont améliorés dans beaucoup de communes rurales. Pour ne citer qu'un exemple, l'organisation du ramassage des ordures ménagères fait disparaître un problème gênant. On a certes fermé des écoles primaires dans de petites communes, mais ce ne sont pas celles-là qui attirent de nouveaux habitants. Et le ramassage scolaire permet aux enfants de recevoir un meilleur enseignement dans des écoles plus grandes et aux adolescents de fréquenter le lycée tout en rentrant chez eux chaque soir. La généralisation de l'usage de l'automobile individuelle et, dans certains cas, l'amélioration des transports en commun permettent aujourd'hui à l'habitant d'une commune rurale de se rendre à son travail ou d'aller dans des magasins dans des conditions plus confortables que bien des habitants des grandes agglomérations.

Le premier résultat de l'amélioration des services dans les communes rurales a été le retour à la campagne de retraités - ceux qui aspirent le plus au calme - d'où les mouvements migratoires observés entre 1968 et 1975. Par ailleurs, la décentralisation de l'industrie, suivie par celle des services, a créé des emplois plus dans des villes petites et moyennes que dans des communes rurales. Comme

il est plus agréable et plus rapide de faire chaque matin trente kilomètres en voiture sur des routes de campagne que de s'entasser dans les transports en commun d'une grande ville, ce sont aussi des familles d'actifs qui sont venues s'installer dans des communes rurales - phénomène qui a été plus marqué après 1975 qu'avant cette date. Cela explique la forte progression de la population rurale entre 1975 et 1982. Et comme il y a plus d'emplois dans les ZPIU que dans les petites villes du rural profond, il n'est pas surprenant que la progression démographique ait été particulièrement importante dans les communes rurales situées à l'intérieur de ZPIU.

Les conséquences, notamment pour les agriculteurs

La revitalisation des milieux ruraux est certainement une bonne chose. Le peuplement de zones à faible densité de population et le desserrement des pressions sur les villes surpeuplées conduisent à une répartition plus équilibrée de la population sur le territoire national. Il est vrai que les choses ne sont en réalité pas aussi simples. Ainsi, les habitants de Paris ne fuient pas leur ville pour trouver un cadre de vie meilleur ; ils en sont chassés par les bureaux.

Quoi qu'il en soit, l'augmentation de la population rurale s'accompagne souvent d'une renaissance de la vie collective, de la création d'organisations de toutes sortes. Il ne s'agit donc pas seulement d'un phénomène démographique. Mais on doit se demander quelles sont les conséquences de cette évolution pour la population agricole. La population des communes rurales augmente, tandis que le nombre d'agriculteurs continue de diminuer. Les agriculteurs forment donc une part rapidement décroissante de la population rurale. Ici encore, il faut faire attention à la signification des chiffres : un agriculteur qui prend sa retraite, c'est un actif agricole en moins, mais non pas un rural en moins, car il y a peu de chances qu'il aille s'établir en ville. Mais même si l'on ajoute aux actifs agricoles les agriculteurs retraités, le phénomène de la

diminution de la part de la population agricole dans le monde rural existe bien.

Cette évolution se traduit nécessairement par des oppositions d'intérêts et une perte de pouvoir des agriculteurs. Qu'il s'agisse d'un résident permanent ou du possesseur d'une résidence secondaire, les désagréments causés par la proximité d'une exploitation agricole (bruits, odeurs) sont des sources de conflits. Et dans ces conflits, les intérêts de l'agriculture sont d'autant plus difficiles à défendre que la gestion des municipalités échappe de plus en plus aux agriculteurs, au profit de non agriculteurs, parfois même de résidents secondaires : un pilote de ligne (qui se soucie peu du bruit qu'il cause pendant la semaine) a beaucoup de chances de se faire élire maire d'une petite commune rurale, face à un agriculteur, au prestige beaucoup moindre.

Autre conflit d'intérêts prévisible : entre les agriculteurs pluri-actifs, dont la proportion ira probablement en croissant, et les agriculteurs à temps plein qui auront, comme au Japon, du mal à trouver des terres pour agrandir leurs exploitations.

En ce qui concerne les problèmes entre agriculteurs et non-agriculteurs, les choses ne vont certainement pas aller en s'arrangeant à une époque où l'on se préoccupe de plus en plus de l'environnement et où l'agriculture est considérée par beaucoup comme un facteur important de pollution, avec les phosphates, les nitrates et les pesticides qu'elle utilise.

Mais en même temps, l'agriculture gère toujours la plus grande partie de l'espace rural. Elle peut et doit jouer un rôle important pour la protection de la nature. C'est dire que les conflits d'intérêts immédiats doivent faire place à une concertation qui prenne en compte tous les éléments du problème : la production agricole, les conditions de vie des agriculteurs, les conditions de vie des ruraux non agriculteurs, la santé des hommes et la protection de la nature pour les générations futures.

QUELQUES DONNÉES ESSENTIELLES

I. La population rurale en 1982

	1. Effectifs (millions)	dont communes de		1 000 habitants et plus	
		500 habitants et plus	(% de la population de l'ensemble des communes de la catégorie)	1 000 habitants et plus	(% de la population de l'ensemble des communes de la catégorie)
Communes rurales en ZPIU ..	8,75 (61 %)	6,73 (77 %)		4,25 (49 %)	
Communes rurales hors ZPIU	5,71 (39 %)	2,91 (51 %)		1,31 (23 %)	
Ensemble	14,46 (100 %)	9,64 (67 %)		5,56 (39 %)	
2. Population active (%)					
	Agriculture	Industrie	Divers	Total	
Communes rurales en ZPIU ..	15	39	46	100	
Communes rurales hors ZPIU	41	26	33	100	
Ensemble	25	34	41	100	

II. L'évolution depuis 1968

	1. Population rurale totale (millions)		1975		1982	
	1968	1975	1975	1982	1975 à 1982	1975 à 1982
	14,85	14,21	14,21	14,46		
2. Délimitation 1982						
	Population (millions)				Variations (%/an)	
	1968	1975	1982		1968 à 1975	1975 à 1982
Communes rurales en ZPIU ..	7,41	7,83	8,75		+ 0,8	+ 1,6
Communes rurales hors ZPIU	6,32	5,79	5,71		- 1,2	- 0,2
Ensemble	13,73	13,62	14,46			
	Mouvement naturel (%/an)				Balance migratoire (%/an)	
	1968 à 1975	1975 à 1982	1968 à 1975	1975 à 1982	1968 à 1975	1975 à 1982
Communes rurales en ZPIU ..	+ 0,21	+ 0,08	+ 0,58	+ 1,53		
Communes rurales hors ZPIU	- 0,21	- 0,41	- 1,03	+ 0,21		

Qu'il s'agisse du mouvement naturel ou de la balance migratoire, et aussi bien pour les communes rurales en ZPIU que hors ZPIU, l'évolution de 1975 à 1982, par catégorie de commune, est d'autant plus favorable que la taille de la commune est grande.